

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Dimanche, 9 juin 1918.

N^o 29.

Sonntag, 9. Juni 1918.

Arrêté du 5 juin 1918, concernant la cession ou le rachat de l'eau-de-vie de merises à l'Etat.

LE MINISTRE D'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'arrêté grand-ducal du 25 août 1917, portant interdiction d'employer des céréales, des pommes de terre, des betteraves et des fruits dans la fabrication d'eau-de-vie;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtent:

Art. 1^{er}. La distillation de merises est autorisée d'une manière générale sous condition que les intéressés déclarent au préalable à la section d'accise afférente la mise en macération des matières et se conforment aux mesures de contrôle arrêtées par l'administration des contributions et accises.

La distillation de cerises reste interdite, et seule la Commission pour l'utilisation des fruits est autorisée à faire distiller pour le compte exclusif de l'Etat les cerises impropres à la consommation humaine.

Art. 2. L'Etat prend possession des eaux-de-vie provenant de la distillation de merises, qui doivent lui être cédées au prix de fr. 12,50 le litre d'eau-de-vie potable à 50 degrés volume Tralles, soit 25 fr. le litre d'alcool pur.

Beschluß vom 5. Juni 1918, betreffend die Abtretung an den Staat, bezw. den Mißkauf des Vogelkirschenbranntweins.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung und
Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 25. August 1917, betreffend das Verbot der Verwendung von Getreide, Kartoffeln, Rüben und Obst zur Branntweinerzeugung;

Nach Beratung der Regierung im Staatsrat;

Beschließt:

Art. 1. Das Abbrennen der Vogelkirschen ist im allgemeinen gestattet unter der Bedingung, daß die Interessenten vorher bei der betreffenden Akzisenktion das Einmalsehen anmelden und sich den von der Steuer- und Akzisenverwaltung angeordneten Überwachungsmaßregeln unterwerfen.

Das Abbrennen von Kirschen bleibt untersagt, und die Fruchtverwertungskommission allein ist befugt, die zum menschlichen Genuß untauglichen Kirschen für ausschließliche Rechnung des Staates brennen zu lassen.

Art. 2. Der Staat ergreift Besitz des Branntweins, welcher von Vogelkirschen herrührt; derselbe muß ihm zum Preise von 12,50 Fr. pro Liter Trinkbranntwein zu 50 Volumenprozent Tralles, macht 25 Fr. pro Liter reinen Alkohol überlassen werden.

Art. 3. Le distillateur ou producteur de mesures qui préfère garder l'eau-de-vie à céder, peut le faire moyennant un prix de rachat de 20 fr. par litre d'alcool pur, soit 10 fr. par litre d'eau-de-vie potable de 50 degrés volume Tralles.

L'eau-de-vie doit être cédée ou rachetée pour le tout et le prix de rachat doit être acquitté avec les droits d'accise afférents.

Art. 4. Les eaux-de-vie cédées à l'État doivent être expédiées par le distillateur ou propriétaire de fruits à la prochaine station du chemin de fer ou à défaut de station, à la localité lui désignée à cette fin par l'administration des contributions et accises.

Le prix d'achat stipulé par l'art. 2 comprend les frais de transport ci-dessus.

Art. 5. Les commis des accises sont spécialement chargés de la surveillance des quantités d'alcool produites à céder ou non. Ils ont le droit de visiter les locaux où l'alcool est conservé ou présumé être conservé. Les distillateurs ou propriétaires d'alcool sont tenus de leur permettre l'accès des locaux où l'alcool est conservé ou présumé être conservé, et doivent leur fournir aide et assistance dans l'exécution des devoirs de leur charge toutes les fois qu'ils en sont requis.

Il est défendu au distillateur ou au propriétaire de fruits de vendre, de céder à des tiers, ou de déplacer l'eau-de-vie de l'État, d'enlever les scellés officiels apposés sur les récipients à alcool, de pratiquer des ouvertures nouvelles dans les mêmes récipients, de détériorer l'eau-de-vie, d'y ajouter d'autres liquides ou d'en diminuer la quantité ou la qualité de quelque façon que ce soit.

Art. 6. En cas de refus de cession et de transport amiables, l'expédition sera faite, aux frais

Art. 3. Der Brenner oder Stoffbesitzer, welcher vorzieht den abzutretenden Brauntwein zu behalten, darf denselben gegen Zahlung eines Rückkaufspreises von 20 Fr. pro Liter reinen Alkohol, macht 10 Fr. pro Liter Trinkbrauntwein zu 50 Volumenprozent Tralles, zurückbehalten.

Der Brauntwein muß vollständig abgetreten oder vollständig zurückgekauft und der Rückkaufspreis zugleich mit den entsprechenden Brenngebühren entrichtet werden.

Art. 4. Die dem Staate überlassenen Brauntweinemengen müssen durch den Brenner oder Stoffbesitzer bis zur nächsten Bahnhstation oder, in Ermangelung einer Bahnhstation, bis zu der von der Steuerverwaltung hierzu bezeichnieten Ortschaft angeliefert werden.

Der durch Art. 2 festgesetzte Ankaufspreis begreift obige Transportkosten.

Art. 5. Die Akzisenbeamten sind speziell mit der Überwachung der gewonnenen Alkoholmengen, ob dieselben an den Staat abzutreten sind oder nicht, betraut. Dieselben sind berechtigt, die Mäunlichkeiten, wo Alkohol aufbewahrt oder verumtet wird, zu besichtigen. Die Brenner oder Stoffbesitzer sind gehalten, denselben den Zutritt zu den Mäunlichkeiten, wo Alkohol aufbewahrt oder verumtet wird, zu gestatten, und müssen denselben bei der Ausübung ihrer dienstlichen Obliegenheiten auf Verlangen Hilfsdienste leisten.

Es ist den Brennern oder Stoffbesitzern untersagt, die dem Staate gehörigen Brauntweine zu verkaufen, an einen Dritten abzutreten, oder fortzuschaffen, die amtlichen Verschlüsse der Behälter zu lösen, die Behälter anzubohren, den Brauntwein zu beschädigen, denselben andere Flüssigkeiten beizumengen oder sonstwie die Menge oder die Qualität desselben auf irgend eine Weise zu vermindern.

Art. 6. Falls der Brenner oder Stoffbesitzer die freiwillige Abtretung und den Transport des

du distillateur ou propriétaire intéressé, par les agents de l'administration des contributions et accises, assistés en cas de besoin des agents des brigades mobiles resp. de la police judiciaire.

Dans ce cas, le prix d'achat de l'eau-de-vie enlevée, déduction faite des frais de transport ci-dessus, sera consigné chez le receveur des contributions du ressort.

Art. 7. Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions qui précèdent sont punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

La confiscation de l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction sera ordonnée.

Art. 8. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Luxembourg, le 5 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
L. KAUFFMAN,
*Le Directeur général de l'Agriculture,
de l'Industrie et du Commerce,*
J. FABER.

Arrêté du 6 juin 1918, concernant la distribution des primes pour l'amélioration de la race chevaline pendant l'année 1918.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu le règlement du 6 novembre 1909, concernant l'amélioration de la race chevaline;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1917, relatif à l'examen des étalons destinés à la monte pendant l'année 1918;

Brantweins verweigert, so erfolgen dieselben auf Kosten des Brenners oder Stoffbesizers durch die Steuer und Akzisenbeamten, nötigenfalls mit Hilfe der fliegenden Brigaden bezw. der Gerichtspolizei.

In diesem Falle wird der Kaufspreis des weggenommenen Brantweins, abzüglich obiger Transportkosten, bei dem Bezirkssteuereintnehmer hinterlegt.

Art. 7. Zuwiderhandlungen oder Versuche der Zuwiderhandlung gegen vorstehende Bestimmungen werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahre und einer Geldbuße von 26 bis 3000 Fr., oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Außerdem wird der Gegenstand der Zuwiderhandlung oder des Versuchs der Zuwiderhandlung beschlagnahmt.

Art. 8. Gegenwärtiger Beschluß wird ins „Mémorial“ eingerückt und tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung in Kraft.

Luxemburg, den 5. Juni 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman,
Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Beschluß vom 6. Juni 1918, betreffend die Verteilung der Prämien zur Züchtung der Pferdezeit während 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Reglements vom 6. November 1909, über die Züchtung der Pferderasse;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 7. Dezember 1917, betreffend die Untersuchung der zur Ausschätzung für 1918 angeführten Hengste;

Vu l'arrêté du 27 décembre 1917, ainsi que les avis subséquents publiés au *Mémorial* de 1918, ayant trait à la liste des propriétaires de reproducteurs admis à la monte pendant l'année courante;

Sur la proposition de la Commission d'expertise et du comité permanent de la Commission d'agriculture;

Arrête:

Art. 1^{er}. La commission qui a procédé à l'examen des étalons destinés à la monte pendant l'année 1918, se réunira à Luxembourg le jeudi, 11 juillet prochain, à 10 heures du matin, pour les juments, et le samedi, 13 du même mois, à la même heure, pour les étalons; elle se réunira à Diekirch, le jeudi 18 juillet prochain, à 10 heures du matin pour les juments, et le samedi, 20 du même mois, à la même heure, pour les étalons, pour décerner les primes ci-après, par arrondissement judiciaire:

I. — *Étalons.*

A. Primes de concours.

a) Sept primes au montant resp. de fr. 550, 450, 350, 300, 250, 200 et 150, aux propriétaires des meilleurs étalons servant la première année à la monte dans le pays;

b) sept primes au montant resp. de fr. 550, 450, 350, 300, 250, 200 et 150, aux meilleurs étalons ayant fait la monte pendant deux années au moins dans le pays;

c) trois primes au montant resp. de fr. 300, 200 et 100, aux meilleurs étalons élevés dans le Grand-Duché et y servant à la monte, quel que soit le nombre d'années de services, auxquels aucune des primes sub a) et b) n'a été accordée.

B. Primes de conservation.

Six primes de conservation de fr. 500 chacune, pouvant être accordées aux propriétaires

Nach Einsicht des Beschlusses vom 27. Dezember 1917, sowie der folgenden im „Memorial“ von 1918 veröffentlichten Bekanntmachungen, betreffend die Liste der Eigentümer der fürs laufende Jahr zur Beschälung zugelassenen Hengste;

Auf den Antrag der Schaukommission und des ständigen Ausschusses der Ackerbaukommission:

Beschließt:

Art. 1. Die Kommission, welche die während 1918 zur Beschälung bestimmten Hengste untersucht hat, wird zu Luxemburg am Donnerstag, den 11. Juli k., um 10 Uhr vormittags, für die Stuten, und am Samstag, den 13. dess. Mts., um dieselbe Stunde, für die Hengste zusammentreten; sie wird zu Diekirch am Donnerstag, den 18. Juli k., um 10 Uhr vormittags, für die Stuten, und am Samstag, den 20. dess. Mts., um dieselbe Stunde, für die Hengste zusammentreten, um für jeden Gerichtsbezirk nachstehende Prämien zu bewilligen:

I. Hengste.

A. Konkursprämien.

a) **Sieben** Prämien von je 550, 450, 350, 300, 250, 200 und 150 Fr. zu Gunsten der Besitzer der besten Hengste, die fürs erste Jahr zur Beschälung im Lande dienen;

b) **sieben** Prämien von je 550, 450, 350, 300, 250, 200 und 150 Fr., zu Gunsten der Besitzer der besten Hengste, die wenigstens während zwei Jahren zur Beschälung im Lande gedient haben;

c) **drei** Prämien von je 300, 200 und 100 Fr., zu Gunsten der Besitzer der besten im Lande gezogenen Hengste, die daselbst zur Beschälung dienen, einerlei wie lange sie gedient haben, denen keine der unter a) und b) vorgesehenen Prämien zuerkannt wurde.

B. Weibehaltungsprämien.

Sechs Weibehaltungsprämien von je 500 Fr. können den Besitzern der besten Hengste, die

des meilleurs étalons ayant servi à la monte pendant trois ans au moins.

II. Juments.

Vingt primes, à savoir: 1^o une prime de fr. 350; 2^o une prime de fr. 300; 3^o une prime de fr. 250; 4^o une prime de fr. 200; 5^o deux primes de fr. 175; 6^o quatre primes de fr. 150; 7^o quatre primes de fr. 125; 8^o six primes de fr. 100, aux propriétaires des meilleures juments poulinières de trait.

Art. 2. Un subside de fr. 400 est alloué aux propriétaires des étalons admis, spécialement désignés par la commission d'admission, lesquels se sont obligés à ne laisser saillir ces reproducteurs que dans le ressort de la station leur assignée.

Les étalons en station doivent, du 1^{er} janvier au 30 juin incl., avoir été constamment tenu dans le ressort de la station à la disposition des habitants, sauf ce qui est dit au dernier alinéa de l'art. 2 du règlement du 6 novembre 1909.

Art. 3. Les primes et subsides dont s'agit aux art. 1^{er} 1 et art. 2 ne seront décernés que pour autant qu'il résulte des registres prescrits par l'art. 13 du règlement, que les étalons ont sailli au moins 30 juments depuis leur dernière admission. A ces fins l'un de ces livrets, dûment certifié par les détenteurs des juments saillies et visé par le bourgmestre de la commune du domicile de l'étalonnier, doit être adressé, par envoi recommandé, au secrétaire de la commission d'expertise pour le 13 juillet au plus tard.

En outre, les étaonniers doivent présenter un certificat du vétérinaire du Gouvernement du ressort ainsi que du bourgmestre de la commune dans laquelle l'étalon a été placé, soit en station fixe, soit en station ambulante (art. 2 al. 5 du règlement), constatant que le

wenigstens drei Jahre zur Beschälung gedient haben, bewilligt werden.

II. Stuten.

Zwanzig Prämien und zwar 1. eine Prämie von 350 Fr.; 2. eine Prämie von 300 Fr.; 3. eine Prämie von 250 Fr.; 4. eine Prämie von 200 Fr.; 5. zwei Prämien von je 175 Fr.; 6. vier Prämien von je 150 Fr.; 7. vier Prämien von je 125 Fr.; 8. sechs Prämien von je 100 Fr. zu Gunsten der Eigentümer der besten zur Zucht geeigneten Juchstuten.

Art. 2. Ein Subsid von 400 Fr. wird den Eigentümern der angeführten und speziell von der Mörungscommission bezeichneten Hengste bewilligt, welche sich verpflichtet haben, diese Hengste nur in dem ihnen zugewiesenen Stationsbezirk zur Beschälung zuzulassen.

Die Stationsbeschäler müssen, mit Ausnahme der im letzten Absatz des Art. 2 des Reglementes vom 6. November 1909 vorgesehenen Fälle, vom 1. Januar bis zum 30. Juli einschli. stetig im Stationsbezirk zur Verfügung der Landwirte gestanden haben.

Art. 3. Die in Art. 1, I und Art. 2 vorgesehenen Prämien und Subsidien werden nur zuerkannt, wenn aus den durch Art. 13 des Reglementes vorgeschriebenen Registern erhellt, daß die Hengste seit ihrer letzten Aufnahme wenigstens 30 Stuten gedeckt haben. Zweckes Kontrolle ist ein Exemplar dieses Registers, gehörig ausgefüllt, unterschrieben und vom Bürgermeister der Gemeinde des Wohnsitzes des Hengstehalters beglaubigt, dem Sekretär der Mörungscommission spätestens vor dem 13. Juli durch eingeschriebenen Brief zu übersenden.

Überdies müssen die Hengstehalter seitens des zuständigen Staatsierarztes, sowie des Bürgermeisters der Gemeinde, welcher der Hengst in fester oder in Wanderstation (Art. 2, Abs. 5 des Reglementes) zugeteilt ist, eine Bescheinigung darüber beibringen, daß der Hengst an den durch

reproducteur a été constamment tenu au lieu de dépôt aux jours fixés par l'arrêté ministériel du 27 décembre 1917, resp. les avis subséquents.

Art. 4. Ne sont admis à concourir pour les primes de conservation que les étalons qui ont fait la monte pendant trois années au moins dans le pays et ont remporté une prime lors de la distribution d'une année antérieure et que les propriétaires s'obligent à conserver encore une année entière pour servir à la monte publique.

Art. 5. Les étalons et les juments primés seront marqués sous la crinière gauche des lettres MA, surmontées d'une couronne.

Art. 6. Sont admises au concours pour les primes mentionnées sub « II. — Juments » de l'art. 1^{er} ci-dessus, toutes les juments du pays âgées de quatre ans au moins et suivies de leur poulain de l'année.

Les propriétaires des juments présentées au concours doivent être porteurs: 1^o d'un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de leur domicile, contenant le signalement de la jument; 2^o d'un certificat du même bourgmestre, constatant la naissance du poulain et en contenant le signalement; 3^o d'un certificat du propriétaire de l'étalon, attestant que la jument a été saillie en 1917 par un étalon admis à la monte dans le Grand-Duché. Ce dernier certificat est également à adresser par lettre recommandée au secrétaire de la commission d'expertise avant le 7 juillet.

Toute déclaration faite après cette date ne pourra, en aucun cas, être prise en considération.

En cas de mort du poulain, avant la date du concours, le propriétaire devra produire, en dehors des certificats ci-dessus, une attestation du vétérinaire du Gouvernement du ressort, constatant la mort du poulain et sa cause.

La même jument ne peut obtenir qu'une fois la première prime.

ministeriellen Beschluß vom 27. Dezember 1917, resp. durch die nachfolgenden Bekanntmachungen festgesetzten Tagen stets an besagten Stationen zur Verfügung der Landwirte gestanden hat.

Art. 4. Zum Konkurs für die Preisbehaltungsprämien können nur diejenigen Hengste zugelassen werden, die wenigstens drei Jahre zur Beschälung im Lande gedient haben und bereits bei einer vorjährigen Verteilung prämiert worden sind; außerdem müssen die Besitzer sich verpflichten, dieselben noch ein ganzes Jahr zur Beschälung zur Verfügung zu halten.

Art. 5. Den prämierten Hengsten und Stuten werden unter der linken Mähne die gekrönten Buchstaben MA eingebrannt.

Art. 6. Zum Konkurs für die unter Nummer „II. Stuten“ des Art. 1 erwähnten Prämien werden alle wenigstens vier Jahre alten Stuten des Landes zugelassen, welche von ihrem im Jahre geworfenen Füllen begleitet sind.

Die Eigentümer der zum Konkurs vorgeführten Stuten haben beizubringen: 1. ein vom Bürgermeister der Gemeinde ihres Wohnsitzes ausgefertigtes Zeugnis, welches das Signalement der Stute angibt; 2. ein Zeugnis desselben Bürgermeisters, das die Geburt des Füllens und dessen Signalement angibt; 3. ein Zeugnis des Hengstehalters, gemäß welchem die Stute im Jahre 1917 von einem im Großherzogtum angeführten Hengste bedeckt worden ist. Dieses Zeugnis ist ebenfalls dem Sekretär der Abrikommmission vor dem 7. Juli durch Einschreibebrief zu übersenden.

Spätere Anmeldungen dürfen in keinem Falle berücksichtigt werden.

Geht das Füllen vor dem Tage des Konkurses ein, so hat der Besitzer außer den vorerwähnten Zeugnissen eine Bescheinigung des Staatstierarztes über das Eingehen des Füllens und dessen Ursache beizubringen.

Eine und dieselbe Stute kann nur einmal die erste Prämie erhalten.

Art. 7. Les primes de concours pour étalons et les primes pour juments, de même que les subsides accordés en vertu de l'art. 2 du règlement du 6 novembre 1909 sont payés immédiatement aux intéressés. Le paiement des primes de conservation sera effectué à la réunion annuelle qui suit celle où elles ont été décernées, après l'accomplissement des formalités prévues à l'art. 30 du règlement.

Les primes de conservation ne pourront être cumulées avec les primes de concours.

Art. 8. Aux jours d'expertise, une demi-heure au moins avant les opérations, les détenteurs des étalons et des juments doivent se faire inscrire et remettre les certificats exigés par le règlement au secrétaire de la commission qui se trouvera à cette fin sur les lieux.

Ils indiqueront en même temps la catégorie de concours à laquelle ils voudront prendre part.

Art. 9. Il sera liquidé aux fins ci-dessus, entre les mains de M. Henri Stoffel, secrétaire de la Commission d'agriculture à Ettelbruck, une somme de 46.000 fr., à charge par lui de rendre compte de l'emploi de ces fonds avant la fin de l'année courante. Cette somme sera ordonnée immédiatement au profit de M. Stoffel, et imputée sur l'art. 179 du budget de l'exercice 1918.

Art. 10. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*; il sera en outre publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché, et les autorités communales sont invitées à en informer spécialement les propriétaires ou détenteurs des étalons admis.

Luxembourg, le 6 juin 1918

Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.

Art. 7. Die für Hengste und Stuten zuerkannten Konkursprämien, sowie die gemäß Art. 2 des Reglementes vom 6. November 1909 bewilligten Subsidien werden sofort an die Beteiligten ausbezahlt. Die Zahlung der Weibhaltungsprämien erfolgt erst nach Jahresfrist bei der dermaligen Tierchau, nach Erledigung der in Art. 30 des Reglementes vorgesehenen Formalitäten.

Die Weibhaltungs- und Konkursprämien können nicht zusammen für einen und denselben Hengst bewilligt werden.

Art. 8. Eine halbe Stunde mindestens vor dem Schaugeschäft müssen die Eigentümer der Hengste und Stuten sich einschreiben lassen und dem Sekretär der Kommission, der dieserhalb am Platze sein wird, die durch das Reglement vorgesehenen Zeugnisse einhändigen.

Zugleich geben sie die Art des Konkurses an, an dem sie teilnehmen wollen.

Art. 9. Zu vorerwähntem Zwecke wird Hrn. Heinrich Stoffel, Sekretär der Ackerbaukommission zu Ettelbruck, die Summe von 46.000 Fr., worüber derselbe vor Ablauf des Jahres 1917 Rechnung ablegen wird, zur Verfügung gestellt. Diese Summe soll sofort an Hrn. Stoffel zur Zahlung angewiesen und auf Art. 179 des Ausgabebudgets für 1918 verrechnet werden.

Art. 10. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Mémorial“ eingerückt und überdies in allen Gemeinden des Großherzogtums angeschlagen werden. Die Gemeindebehörden werden zugleich ersucht, die Eigentümer und Inhaber von angeführten Hengsten davon in Kenntnis zu setzen.

Luxemburg, den 6. Juni 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Circulaire du 3 juin 1918, relative à l'organisation des écoles primaires pour l'année scolaire 1918-1919.

Conformément aux art. 20 et 61 de la loi du 10 août 1912, sur l'organisation de l'enseignement primaire, les administrations communales auront à délibérer prochainement sur le mode d'organisation des écoles primaires et des cours postsecondaires de leur ressort pour l'année scolaire 1918-1919. J'engage les autorités communales à procéder aussitôt que possible à la délibération organique, afin que l'approbation gouvernementale puisse intervenir en temps utile et que, le cas échéant, une délibération ultérieure puisse être prise et approuvée avant la rentrée des classes.

Lors de l'élaboration du travail organique, les administrations communales voudront prêter une attention particulière aux instructions ci-après.

Aux termes de ma circulaire pour l'année 1917-1918, le texte de l'art. 1^{er} de la loi est à interpréter en ce sens que l'obligation scolaire s'étend aux enfants âgés de six ans révolus avant le 2 novembre. Il s'ensuit que les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de six ans, avant cette date, ne seront pas reçus à l'école. Leur admission ne pourra avoir lieu que l'année scolaire subséquente.

Au prescrit de l'art. 1^{er} de l'arrêté g.-d. du 30 mars 1915, la durée totale des vacances et des jours de congé ne peut excéder soixante jours par an. Ce chiffre constitue un maximum qui ne saurait être dépassé, et non un minimum qu'il faille atteindre à tout prix. L'expérience a démontré que, par suite de circonstances imprévues, le maximum a été dépassé surtout dans les communes où le total des jours de vacances et de congé fixés par l'organisation approchait trop du nombre de soixante. Il

Kundschreiben vom 13. Juni 1918, die Einrichtung der Primärschulen für das Schuljahr 1918—1919 betreffend.

Gemäß Art. 20 und 61 des Gesetzes vom 10. August 1912 über die Einrichtung des Primärunterrichts werden die Gemeindeverwaltungen sich demnächst mit der Regelung der Primärschulen und Fortbildungskurse ihres Bezirks für das Schuljahr 1918—1919 zu befassen haben. Ich ersuche die Gemeindebehörden, die organische Beratung baldmöglichst vorzunehmen, damit deren Genehmigung durch die Regierung rechtzeitig erfolgen und damit gegebenenfalls eine nachträgliche Beratung noch vor Beginn der Schulen stattfinden und genehmigt werden konnte.

Bei der Ausarbeitung der Schulorganisation mögen die Gemeindeverwaltungen nachstehenden Anweisungen ihre besondere Aufmerksamkeit schenken.

Zu Gemäßheit meines Kundschreibens für das Schuljahr 1917—1918 ist der Wortlaut von Art. 1 des Schulgesetzes in dem Sinne anzulegen, daß die Schulpflicht sich auf diejenigen Kinder erstreckt, die vor dem 2. November volle sechs Jahre alt werden. Daraus ergibt sich, daß die Kinder, die das Alter von sechs Jahren nicht vor diesem Datum erreicht haben, in die Schule nicht aufgenommen werden können. Dieselben dürfen erst im nächstfolgenden Schuljahre zum Schulbesuch zugelassen werden.

Art. 1 des Großh. Beschlusses vom 30. März 1915 zufolge darf die Gesamtdauer der Ferien und der schulfreien Tage sechzig Tage im Jahr nicht übersteigen. Diese Zahl stellt somit eine Höchstziffer dar, die nicht überschritten werden darf, und nicht etwa eine Mindestdauer, die durchaus erreicht werden mußte. Erfahrungsmäßig ist die Höchstzahl unvorhergesehener Umstände halber meist in denjenigen Gemeinden überschritten worden, wo die Summe der in der Organisation festgelegten Ferien und schul-

importera donc que les administrations communales arrêtent les jours de vacances et de congé à un nombre sensiblement inférieur à soixante, en vue de laisser une marge suffisante pour parer à l'imprévu. — L'art. 2 de l'arrêté grand-ducal susdit porte que, dans des cas exceptionnels, le conseil communal peut, sous l'approbation préalable du Gouvernement, décréter un congé dont la durée ne sera pas imputée sur le nombre maximum de soixante. Par contre, tout congé extraordinaire, qui ne sera pas accordé par une délibération spéciale dûment approuvée, sera pris en considération pour le calcul des jours de vacances et de congé. L'instituteur informera immédiatement l'inspecteur de chaque jour de congé qui ne serait pas prévu par le travail organique. Je rappelle aux autorités communales que, conformément à l'art. 4 de l'arrêté g.-d. susmentionné, le subsidé alloué par l'État en faveur de l'enseignement primaire sera réduit d'un demi-pourcent pour chaque demi-journée de congé ou de vacances accordée en sus du maximum de soixante.

L'art. 6 du même arrêté prévoit l'organisation de promenades scolaires pendant le semestre d'été. Ces promenades doivent avoir pour objet l'instruction des élèves autant que leur récréation. Elles sont destinées à compléter et à vivifier l'enseignement donné à l'école, en mettant les élèves en contact avec la nature et avec la vie. Il s'ensuit que ces promenades doivent être faites par chaque école séparément, sous la surveillance et la direction du maître, et non par les élèves de plusieurs écoles réunies. — Conformément aux proscriptions du dit article, la durée des promenades scolaires ne dépassera pas une journée de classe. Dans les circonstances présentes, les excursions ne devront pas se prolonger au delà d'une demi-journée. A cet effet, il importera de les limiter aux environs de la localité. — Je rappelle au

freien Tage sich allzusehr der Zahl sechzig näherte. Die Ferien und freien Tage sollen demnach von den Gemeindeverwaltungen auf eine erheblich niedrigere Zahl als sechzig festgesetzt werden, damit ein genügender Spielraum für unerwartete Fälle verbleibt. — Art. 2 des vorbesagten Großh. Beschlusses verfügt, daß der Gemeinderat in Ausnahmefällen, mit vorheriger Genehmigung der Regierung, die Schulen während einer bestimmten Zeit feiern lassen kann, ohne daß diese für die Höchstzahl sechzig in Berechnung kommt. Dagegen wird jeder außerordentliche freie Tag, der nicht durch eine genehmigte Sonderberatung bewilligt worden ist, für diese Höchstzahl in Anrechnung gebracht. Der Lehrer wird dem Inspektor unberzüglich von jedem nicht durch die organische Beratung vorgesehenen schulfreien Tage Kenntnis geben. Zu Gemäßheit des Art. 4 des vorerwähnten Großh. Beschlusses wird das zu gunsten des Primärunterrichtes bewilligte Staatssubsid für je einen halben, über die Höchstzahl von sechzig hinaus gewährten schulfreien Tag um ein halbes Prozent vermindert.

Art. 6 desselben Beschlusses betrifft die Veranstaltung von Schulausflügen während des Sommerhalbjahres. Diese Ausflüge sollen ebensowohl der Belehrung als der Erholung der Schüler dienen. Sie sind dazu bestimmt, den Schulunterricht zu vervollständigen und zu beleben, dadurch daß die Schüler in unmittelbare Fühlung mit der Natur und dem Leben treten. Daraus ergibt sich, daß diese Ausflüge von einer jeden Schule getrennt, unter der Aufsicht und Leitung des Lehrers unternommen werden, und daß nicht etwa gemeinsame Ausflüge für mehrere Schulen veranstaltet werden sollen. — Gemäß den Vorschriften des besagten Artikels darf die Dauer der Schulausflüge einen Schultag nicht überschreiten. Unter den heutigen Verhältnissen werden die Ausflüge nicht mehr als einen halben Tag beanspruchen dürfen. Zu diesem Zwecke

personnel enseignant que les promenades ne peuvent être organisées qu'avec le consentement de l'administration communale et que l'inspecteur est à informer en temps utile.

Je crois devoir attirer l'attention des autorités sur les prescriptions concernant les dispenses de la fréquentation scolaire qui sont accordées à la demande de la personne responsable. Conformément à l'art. 7 de la loi, le personnel enseignant ne peut accorder dispense à un élève des écoles primaires que pour une journée ou partie d'une journée. La commission scolaire a le droit d'octroyer des dispenses pour une durée ne pouvant dépasser cinq jours consécutifs. Toutefois, il est entendu que, pour ces dispenses, il ne suffit point du consentement d'un seul membre de la commission, mais qu'il faut l'accord de la majorité. — Aux termes du dit art. 7 de la loi, le total des exemptions concédées à un élève des écoles primaires par le personnel enseignant, par la commission scolaire et le conseil communal ne pourra dépasser trente jours par année scolaire.

En ce qui concerne les *cours post-scolaires*, l'art. 57 de la loi porte que le personnel enseignant peut dispenser chaque mois d'une leçon, la commission scolaire de trois, et le conseil communal de six leçons consécutives au plus. Aux termes de la loi, l'ensemble des dispenses ne pourra jamais dépasser le quart de l'ensemble des leçons de toute l'année scolaire. — La loi ne prévoit pas pour les cours post-scolaires les dispenses générales que l'art. 8 admet pour l'enseignement primaire. Des dispenses de plus longue durée que celles énumérées à l'art. 57 précité, ne peuvent être accordées que pour les motifs indiqués à l'art. 6, al. 2, qui est ainsi conçu: « Sont considérées en général comme excuse légitime de l'absence de l'enfant, la maladie, ou l'impossibilité matérielle de se

sont sie auf die Umgebung der Ortschaft zu beschränken. — Dem Lehrpersonal möchte ich in Erinnerung bringen, daß die Ausflüge nur mit der Einwilligung der Gemeindeverwaltung stattzufinden haben, und daß der Inspektor rechtzeitig benachrichtigt werden muß.

Ich glaube die Aufmerksamkeit der beteiligten Behörden auf die Vorschriften lenken zu müssen, welche die Schuldispensen betreffen, die auf das Gesuch der verantwortlichen Person erteilt werden. Kraft Art. 7 des Gesetzes darf das Lehrpersonal einen Primarschüler bloß für einen Tag oder einen Teil eines Tages vom Schulbesuch entbinden. Die Schulkommission hat das Recht, Dispens für höchstens fünf aufeinanderfolgende Tage zu bewilligen. Doch genügt selbstverständlich zur Erteilung dieser Dispens nicht die Einwilligung eines einzigen Mitgliedes der Kommission, sondern es bedarf der Zustimmung der Mehrheit. — Laut Art. 7 des Gesetzes dürfen sämtliche durch das Lehrpersonal, durch die Schulkommission und den Gemeinderat zu gunsten eines Schülers bewilligten Dispensen die Dauer von dreißig Tagen während eines Schuljahres nicht übersteigen.

Hinsichtlich der Fortbildungskurse bestimmt Art. 57 des Gesetzes, daß das Lehrpersonal für eine Lektion, die Schulkommission für höchstens drei und der Gemeinderat für höchstens sechs aufeinanderfolgende Lektionen Dispens erteilen darf. Gesetzlich dürfen alle diese Dispensen zusammen den vierten Teil der Gesamtstundenzahl eines Schuljahres nie übersteigen. — Eine allgemeine Dispens, wie Art. 8 des Gesetzes sie für den Primärunterricht vorsieht, läßt das Gesetz für die Fortbildungskurse nicht zu. Dispense für längere Zeit als die im vorerwähnten Art. 57 festgesetzte Stundenzahl, dürfen nur aus den in Art. 6, Abs. 2, angeführten Gründen bewilligt werden. Dieser Absatz hat folgenden Wortlaut: „Als rechtmäßige Entschuldigungen der Abwesenheit gelten im allgemeinen: Krankheit

rendre à l'école, ou encore d'importants événements de famille.»

Les dispenses générales que l'art. 8 susdit prévoit pour l'enseignement primaire, en vue de permettre à des enfants âgés de 11 ans d'assister leurs parents ou tuteurs, ne peuvent être accordées que par le Gouvernement. Tant que l'autorité supérieure n'aura pas statué sur la demande lui soumise à ces fins, les enfants resteront obligés de fréquenter l'école. Il importera donc que les demandes en dispense soient faites en temps utile et que les conseils communaux ne retardent pas leurs délibérations afférentes.

L'art. 76, al. 2, de la loi porte que les commissions scolaires visitent les écoles au moins deux fois par semestre. Il est regrettable que bien des commissions ne remplissent cette obligation que fort irrégulièrement, ou même la négligent tout à fait. En effet, les visites constituent une partie essentielle de la mission des commissions scolaires. Par ces visites seules, elles sont mises en situation de connaître les besoins de l'école dont elles ont à sauvegarder les intérêts. Conformément aux prescriptions, les commissions ne borneront pas leurs visites aux écoles primaires, mais elles les étendront encore aux cours post-scolaires. Les commissions n'ont pas seulement l'obligation de visiter les bâtiments scolaires, mais encore et surtout d'assister aux classes elles-mêmes et de contrôler ainsi l'enseignement à l'œuvre, aussi souvent qu'elles le jugeront utile et au moins deux fois par semestre. — Je rappelle également aux commissions scolaires les dispositions de l'art. 10 de la loi. En vertu de cet article, les commissions sont appelées à assurer la bonne fréquentation des écoles et à collaborer à la répression des absences non justifiées, en sommant la personne responsable d'observer la loi et de remplir les devoirs qu'elle impose. Un grand nombre de commissions ne témoignent guère de zèle pour s'acquitter de cette

des Kindes, materielle Unmöglichkeit des Schulbesuches oder wichtige Familienergebnisse.“

Die durch Art. 8 des Gesetzes für Kinder, welche das erste Lebensjahr zurückgelegt haben, zwecks Unterstützung ihrer Eltern oder Vormünder vorgesehene allgemeine Dispens kann nur von der Regierung bewilligt werden. Solange die Oberbehörde ihren Entscheid über das ihr unterbreitete Gesuch nicht getroffen hat, bleiben die Kinder zum Schulbesuch verpflichtet. Es ist somit notwendig, daß die Dispensgesuche rechtzeitig eingereicht werden, und daß die Gemeinderäte ihre diesbezügliche Beratung nicht verzögern.

Art. 76, Abs. 2, des Gesetzes bestimmt, daß die Schulkommission die Schulen mindestens zweimal pro Halbjahr besuchen. Es ist bedauerlich, daß sehr viele Kommissionen dieser Verpflichtung nur ganz unregelmäßig nachkommen, oder dieselbe sogar vollständig vernachlässigen. Diese Besuche bilden einen wesentlichen Teil der Amtspflichten der Schulkommissionen. Sie allein ermöglichen es den Kommissionen, die Bedürfnisse der Schule, deren Wohl ihrem Schutze anvertraut ist, kennen zu lernen. — Aufgabe der Kommissionen ist es, nicht nur die Schulgebäude zu besichtigen, sondern auch, und ganz besonders, dem Unterricht selbst beizuwohnen, und auf diese Art den Lehrbetrieb an Ort und Stelle zu prüfen, so oft sie es für nützlich erachten, jedoch mindestens zweimal in jedem Halbjahre. — Ich möchte gleichfalls die Schulkommissionen auf die Bestimmungen des Art. 10 des Gesetzes hinweisen. Kraft dieses Artikels wachen die Kommissionen darüber, daß der Schulbesuch ein regelmäßiger sei, und daß die Schulversäumnisse geahndet werden, indem sie die verantwortliche Person zur Beobachtung der Vorschriften des Gesetzes ermahnen und an die Pflichten erinnern, welche das Gesetz ihr auferlegt. Eine große Anzahl von Schulkommissionen sind keineswegs beflissen, dieser gesetzlichen Verpflichtung nachzukommen. Diese Tatsache ist um so bedauerlicher,

obligation légale. Ce fait est d'autant plus déplorable que l'exécution stricte et régulière, par toutes les commissions, des prescriptions de l'art. 10 préviendrait certainement, dans bien des cas, l'intervention de l'inspecteur prévue par l'art. 11, ainsi que l'application des peines disciplinaires arrêtées à l'art. 12.

Dans mes circulaires des 15 juin 1916 et 13 juin 1917, auxquelles je me réfère, j'ai vivement insisté sur l'importance du service de nettoyage des lieux d'aisances auprès des écoles. Nonobstant mes recommandations réitérées, l'exécution de ce service laisse toujours à désirer dans un assez grand nombre de communes. Il est vrai que le Gouvernement a la satisfaction de constater que, grâce aux efforts des autorités scolaires et au dévouement des administrations communales, la situation s'est améliorée dans beaucoup de localités. Mais il reste toujours des communes retardataires. J'exhorte les administrations locales intéressées à se conformer strictement aux prescriptions concernant le nettoyage des écoles et de leurs dépendances. J'insiste notamment sur la nécessité d'inscrire au budget communal des rémunérations suffisantes pour les personnes chargées de ce service, et d'en contrôler sévèrement l'exécution. A cet effet, je fais surtout appel au concours des commissions scolaires. Cette intervention assurerait efficacement le service de nettoyage.

La désignation des manuels de classe a donné lieu à des difficultés dans certaines communes, par suite de la diversité des errements suivis, ainsi que de la multiplicité des facteurs intéressés. Afin de réaliser une procédure uniforme, qui permettrait à chaque facteur d'intervenir dans la mesure de sa compétence, je recommande vivement aux autorités intéressées la solution provisoire ci-après: Dans chaque commune, le personnel enseignant se

licher, als die gewissenhafte und regelmäßige Ausführung der Vorschriften des Art. 10, von seiten sämtlicher Kommissionen, sicherlich in sehr vielen Fällen der in Art. 11 vorgesehenen Dazwischentunft des Inspektors, sowie der Anwendung der durch Art. 12 festgesetzten Strafmaßregeln vorbeugen würde.

In meinen Rundschreiben vom 15. Juni 1916 und 13. Juni 1917, auf die ich hiermit hinweisen muß, habe ich die Wichtigkeit des Reinigungsdienstes der Schulorte dringend hervorgehoben. Trotz meiner wiederholten Mahnungen läßt die Ausführung dieses Dienstes in einer großen Zahl von Gemeinden immer noch zu wünschen übrig. Allerdings stellt die Regierung mit Genugtuung fest, daß die Bemühungen der Schulbehörden und die Opferwilligkeit der Gemeindeverwaltungen eine Besserung der Lage in vielen Ortschaften herbeigeführt haben. Doch bleiben immer noch säumige Gemeinden. Ich fordere die betreffenden Ortsbehörden auf, die über die Reinhaltung der Schule und ihrer Nebengebäude erlassenen Vorschriften gewissenhaft einzuhalten. Ich betone insbesondere die Notwendigkeit, im Gemeindebudget angemessene Entschädigungen für die mit dem Reinigungsdienste betrauten Personen vorzusehen, und die Ausführung dieses Dienstes strengstens zu überwachen. Dazu erwarte ich an erster Stelle den Beistand der Schulkommissionen. Die Dazwischentunft dieser Behörden würde die Reinhaltung der Schulgebäude in wirksamer Weise fördern.

Die Bezeichnung der Schulhandbücher hat in gewissen Gemeinden in Folge der Verschiedenheit des beobachteten Verfahrens, sowie der Gliederung der beteiligten Faktoren zu Schwierigkeiten Anlaß gegeben. Um ein einheitliches Verfahren zu verwirklichen und jedem Faktor zu gestatten, sich in dem Maße seiner Zuständigkeit zu beteiligen, empfehle ich den Behörden gelegentlich nachstehende vorläufige Lösung: In jeder Gemeinde soll das Lehrpersonal sich all-

réunira annuellement, vers le commencement du semestre d'été, en vue de discuter le choix des manuels. Le procès-verbal de cette séance sera adressé à la commission scolaire, qui en fera rapport au collège des bourgmestres et échevins. Cette solution garantira l'unité des manuels de classe dans les différentes écoles d'une même commune. Des autorités compétentes ont réclamé l'uniformité des manuels de l'enseignement primaire pour tout le pays, telle qu'elle existe pour l'enseignement moyen. La diversité actuelle des manuels présente des inconvénients manifestes. Je n'ai qu'à relever les dépenses inutiles pour les parents et le désarroi dans les études de l'enfant, en cas d'émigration dans une localité dont les écoles se servent de manuels différents. Ces inconvénients se révèlent surtout dans les grandes agglomérations, telles que celle de Luxembourg-Hollerich-Eich, ainsi que dans les grandes communes du bassin minier où ont lieu de continues émigrations et immigrations de familles ouvrières. En vue de parer aux inconvénients les plus graves, j'engage les administrations des communes intéressées à se concerter sur les manuels à introduire uniformément dans toutes leurs écoles. Je recommande, en général, aux autorités de toutes les communes de s'entendre pour l'introduction de manuels uniformes, en attendant que la question puisse trouver une solution définitive.

Aux termes des art. 1382-1384 du Code civil, les instituteurs sont responsables du dommage, soit causé par les élèves soit éprouvé par ceux-ci pendant le temps qu'ils sont sous la surveillance du maître. En vue d'exonérer, dans la pratique, l'instituteur des effets de la responsabilité qui pèse sur lui, différentes communes ont contracté des assurances contre les accidents qui seraient occasionnés par les élèves ou dont ceux-ci seraient victimes dans les conditions susdites. J'exhorte les administrations communales à

jährlich gegen Beginn des Sommerhalbjahres zusammenfinden, um über die Wahl der Handbücher zu beraten. Ein Protokoll dieser Sitzung wird der Schulkommission zugestellt, die darüber an das Kollegium der Bürgermeister und St. Offen Bericht erstattet. — Diese Lösung wird die Einheit der Handbücher für die verschiedenen Schulen einer selben Gemeinde sichern. Berufene Behörden haben die Einheitlichkeit der Handbücher des Primärunterrichts für das ganze Land gefordert, so wie sie im mittlern Unterricht besteht. Die heutige Verschiedenheit der Handbücher bietet unstreitig Nachteile. Es genügt darauf hinzuweisen, welche unnützen Ausgaben den Eltern erwachsen und welche Verwirrung dem Schulkinde in seinem Studium bereitet wird, falls die Familie in eine Ortschaft übersiedelt, deren Schulen sich anderer Handbücher bedienen. Dieser Mifsstand tritt besonders in den großen Zentren zu Tage, wie z. B. in Luxemburg-Hollerich-Eich, sowie in den vollenreichen Gemeinden der Erzgegend, wo die Arbeiterbevölkerung beständig zu- und abzieht. Um den fühlbarsten Nachteilen zu begegnen, ersuche ich die betreffenden Gemeindeverwaltungen sich darüber zu verständigen, einheitliche Handbücher in allen ihren Schulen einzuführen. Im allgemeinen empfehle ich den Behörden sämtlicher Gemeinden die Wahl gemeinsamer Handbücher, bis es möglich sein wird, eine endgültige Lösung in dieser Frage zu finden.

In Gemäßheit der Art. 1382—1384 des bürgerlichen Gesetzbuches sind die Lehrer für den Schaden haftbar, den ihre Schüler während der Zeit, wo sie der Aufsicht des Lehrers unterstehen, anrichten oder erleiden. Um den Lehrer in der Praxis von den Folgen der ihm auferlegten Verantwortung zu entlasten, haben verschiedene Gemeinden Versicherungen gegen die Unfälle eingegangen, welche die Schüler unter den obigen Bedingungen veranlassen oder erleiden sollten. Ich ersuche die Gemeindever-

suivre cet exemple, en attendant la réforme de la législation en question.

Luxembourg, le 3 juin 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,*
L. MOUTRIER.

Arrêté grand-ducal du 31 mai 1918, autorisant le Gouvernement à interdire, dans les conditions y précisées les amusements publics.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, portant organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Considérant que les amusements publics prolongés jusqu'à des heures tardives de la nuit entraînent de graves inconvénients économiques et sociaux;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à interdire, soit dans tout le pays, soit dans les régions qui sont plus particulièrement exposées aux attaques d'aviateurs, et à partir de l'heure qu'il fixera, tous les amusements publics, tels que bals, concerts, représentations théâtrales ou cinématographiques etc.

Les arrêtés ministériels délimiteront les rayons et détermineront les heures auxquelles s'appliqueront les défenses à édicter.

Art. 2. Les infractions aux dispositions prises en vertu du présent arrêté seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et

waltungen zur Nachahmung dieses Beispiels, bis zu einer Revision des betreffenden Gesetzes.

Luxemburg, den 3. Juni 1918.

*Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,*
L. MOUTRIER.

Großh. Beschluß vom 31. Mai 1918, wodurch die Regierung ermächtigt wird, unter den darin festgesetzten Bedingungen, die öffentlichen Vergnügungen zu untersagen.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Einrichtung des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

In Erwägung, daß die bis spät in die Nacht andauernden öffentlichen Vergnügungen schwere wirtschaftliche und soziale Mißstände im Gefolge haben;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Regierung ist befugt, im ganzen Lande oder in den Fliegerangriffen besonders ausgesetzten Gegenden des Landes, öffentliche Vergnügungen jeder Art, wie Bälle, Konzerte, theatralische und kinematographische Vorstellungen usw., von einer bestimmten, von ihr festzusetzenden Stunde des Tages an zu untersagen.

Die ministeriellen Beschlüsse werden das Gebiet und die Stunden, für welche die zu erlassenden Verbote Geltung haben werden, bestimmen.

Art. 2. Die Zuwiderhandlungen gegen die kraft des gegenwärtigen Beschlusses erlassenen Bestimmungen werden mit Gefängnisstrafe von

d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. Notre Directeur général de la justice et de l'instruction publique et Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 31 mai 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les Membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
J. FABER.
M. KOHN.

Arrêté du 5 juin 1918, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 31 mai 1918, autorisant le Gouvernement à interdire, dans les conditions y précisées, les amusements publics.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA JUSTICE
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE et
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'arrêté grand-ducal du 31 mai 1918, autorisant le Gouvernement à interdire, dans les conditions y précisées les amusements publics;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtent:

Art. 1^{er}. Tous les amusements publics tels que bals, concerts, représentations théâtrales, cinématographiques ou autres, sont interdits, à partir de 10 heures du soir, dans les régions suivantes:

1^o Communes de Luxembourg, Hollerich, Eisch, Rollingergrund et Hamm.

acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 3. Unser General-Direktor der Justiz und des öffentlichen Unterrichts und Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels sind mit der Ausführung dieses Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht werden wird, beauftragt.

Schloß Berg, den 31. Mai 1918.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
J. Faber.
M. Kohn.

Beschluß vom 5. Juni 1918, zur Ausführung des Großh. Beschlusses vom 31. Mai 1918, wodurch die Regierung ermächtigt wird, unter den darin festgesetzten Bedingungen die öffentlichen Vergnügungen zu unterjagen.

Der General-Direktor der Justiz und des öffentlichen Unterrichts und Der General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 31. Mai 1918, wodurch die Regierung ermächtigt wird, unter den darin festgesetzten Bedingungen, die öffentlichen Vergnügungen zu untersagen;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließen:

Art. 1. Öffentliche Vergnügungen jeder Art wie Bälle, Konzerte, theatralische und kinematographische Vorstellungen usw. sind in den nachbenannten Gegenden, von 10 Uhr abends ab, untersagt.

1. in den Gemeinden Luxemburg, Hollerich, Eisch, Rollingergrund und Hamm;

2° Canton d'Esch, à l'exception des communes de Frisange, de Roeser et de Leudelange.

3° Communes de Bascharage, Clémency et Steinfort.

Les amusements sont considérés comme publics, lorsque toutes personnes y sont admises indistinctement, ou lorsqu'ils ont lieu dans l'un des établissements ou qu'ils sont organisés par l'une des sociétés mentionnées aux art. 1 et 2 de la loi du 27 juillet 1912, sur le régime des cabarets.

Art. 2. En cas de contravention, le tenancier de l'établissement qui aura donné l'amusement, ou, à son défaut, celui qui l'aura organisé, ou celui qui aura prêté les locaux, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juin 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,*

L. MOUTRIER.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

J. FABER.

2. im Canton Esch a. d. Mz., mit Ausnahme der Gemeinden Frisingen, Roeser und Leudelangen;

3. in den Gemeinden Niederferschen, Künzig und Steinfort.

Die Vergnügungen sind als öffentlich anzusehen, wenn jedwede Person ohne Unterschied zu denselben Zutritt hat, oder wenn dieselben in einem der in Art. 1 und 2 des Gesetzes vom 27. Juli 1912, betreffend die Schankwirtschaften, erwähnten Lokale stattfinden oder durch eine der in diesen Artikeln bezeichneten Gesellschaften veranstaltet werden.

Art. 2. Im Falle von Zuwiderhandlung wird der Geschäftsbefitzer, welcher die Vergnügungen darbietet, oder mangels dessen, derjenige, welcher dieselben veranstaltet, oder aber derjenige, welcher die Lokale zur Verfügung gestellt hat, mit Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Monaten und mit Geldstrafe von 26 bis 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 5. Juni 1918.

Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

